

Marseille - Alger

La coopération en marche

1 - Un accord qui donne le feu vert

LA DELEGATION conduite par M. Gaston DEFFERRE a longuement visité la Casbah d'Alger où près de 100.000 personnes occupent de très anciennes maisons séparées par un dédale de ruelles en pente. (Photo « Le Provençal ».)

● En dernière page, l'article de notre envoyé spécial Robert BONIFAY



**MARSEILLE-
ALGER**

LA COOPERATION EN MARCHÉ

1. — Un accord qui donne le feu vert



● La réunion de la délégation de Provence - Alpes - Côte d'Azur avec les responsables de la Willaya d'Alger : à la tribune, le walli d'Alger, M. El Ghazi, préside avec M. Gaston Defferre. On reconnaît également (deuxième à partir de la gauche) M. Khalifa Belaïd, président du Conseil populaire d'Alger.

(Photo « Le Provençal »)

Lundi 3 mars, 22 heures et 30 minutes. La très belle villa blanche, à deux étages, que le Conseil populaire de la ville d'Alger utilise pour recevoir ses hôtes de marque retentit de conversations amicales et joyeuses. Dans la grande salle à manger d'où viennent de disparaître les reliefs de quatre moutons dont la chair, succulente, a été déchirée à pleine main comme c'est la coutume, les serveurs apportent plusieurs plats de couscous étoilés de raisins de Corinthe.

Mets traditionnel de l'Algérie et qui sied parfaitement à cette réception où les convives mangent debout.

C'est la fin d'une visite de trois jours pour le maire de

A l'issue du repas, en effet, M. Khelifa Belaïd pour la ville d'Alger et M. Gaston Defferre ont signé un communiqué commun qui est bien autre chose qu'un texte protocolaire.

Selon les propres termes du président du Conseil populaire, il est un premier pas vers une collaboration que les Algérois espèrent fructueuse entre Marseille et Alger. Une collaboration qu'à l'initiative du maire de Marseille la délégation provençale est allée chercher. « Nous sommes très fiers, a dit M. Defferre, car c'est la première fois que notre capitale régionale signe un accord de coopération avec une capitale nationale. La Méditerranée

Cette liste n'est pas limitative. Elle pourra donc être complétée dès le mois de juin, lorsque les Algériens seront reçus, en retour, à Marseille. Et même avant, puisqu'un comité d'amitié doit être mis sur pied, tout de suite, dans le but d'organiser des rencontres régulières, soit à Alger, soit à Marseille, afin de traiter de toutes questions d'intérêt commun.

L'action envisagée répond, de part et d'autre, à un désir et à un besoin. Le désir est politique. Pour Marseille et sa région, M. Gaston Defferre l'a démontré à maintes reprises. D'abord par les déclarations qu'il a toujours faites en vue de l'établissement de relations

suré une large couverture de l'événement. Mais c'est surtout lors de réunions de travail avec les responsables de la Willaya et du Conseil populaire d'Alger que la volonté de coopération a été le plus fortement ressentie.

LES BESOINS DE L'ALGERIE SONT GRANDS

C'est également au cours de ces réunions que les besoins de l'Algérie ont été clairement exposés.

Au premier rang figure le logement. Avec 18 millions d'habitants en 1980, l'Algérie doit construire, dans les cinq années qui viennent, cent mille logements par an et, dans les cinq années suivantes,



● La réunion de la délégation de Provence - Alpes - Côte d'Azur avec les responsables de la Willaya d'Alger : à la tribune, le wali d'Alger, M. El Ghazi, préside avec M. Gaston Defferre. On reconnaît également (deuxième à partir de la gauche) M. Khalifa Belaïd, président du Conseil populaire d'Alger.

(Photo « Le Provençal »)

Lundi 3 mars, 22 heures et 30 minutes. La très belle villa blanche, à deux étages, que le Conseil populaire de la ville d'Alger utilise pour recevoir ses hôtes de marque retentit de conversations amicales et joyeuses. Dans la grande salle à manger d'où viennent de disparaître les reliefs de quatre moutons dont la chair, succulente, a été déchirée à pleine main comme c'est la coutume, les serveurs apportent plusieurs plats de couscous étoilés de raisins de Corinthe.

Mets traditionnel de l'Algérie et qui sied parfaitement à cette réception où les convives mangent debout.

C'est la fin d'une visite de trois jours pour le maire de Marseille, M. Gaston Defferre, et une importante délégation d'élus et de responsables professionnels.

Tout s'est passé au mieux. Réceptions officielles, visite de la Casbah, dîner avec le président de la Willaya, contacts avec les directeurs de ministères, rencontres détendues avec le directeur du complexe olympique, enfin une ambas-

A l'issue du repas, en effet, M. Khelifa Belaïd pour la ville d'Alger et M. Gaston Defferre ont signé un communiqué commun qui est bien autre chose qu'un texte protocolaire.

Selon les propres termes du président du Conseil populaire, il est un premier pas vers une collaboration que les Algérois espèrent fructueuse entre Marseille et Alger. Une collaboration qu'à l'initiative du maire de Marseille la délégation provençale est allée chercher. « Nous sommes très fiers, a dit M. Defferre, car c'est la première fois que notre capitale régionale signe un accord de coopération avec une capitale nationale. La Méditerranée

Cette liste n'est pas limitative. Elle pourra donc être complétée dès le mois de juin, lorsque les Algériens seront reçus, en retour, à Marseille. Et même avant, puisqu'un comité d'amitié doit être mis sur pied, tout de suite, dans le but d'organiser des rencontres régulières, soit à Alger, soit à Marseille, afin de traiter de toutes questions d'intérêt commun.

L'action envisagée répond, de part et d'autre, à un désir et à un besoin. Le désir est politique. Pour Marseille et sa région, M. Gaston Defferre l'a démontré à maintes reprises. D'abord par les déclarations qu'il a toujours faites en vue de l'établissement de relations

suré une large couverture de l'événement. Mais c'est surtout lors de réunions de travail avec les responsables de la Willaya et du Conseil populaire d'Alger que la volonté de coopération a été le plus fortement ressentie.

LES BESOINS DE L'ALGERIE SONT GRANDS

C'est également au cours de ces réunions que les besoins de l'Algérie ont été clairement exposés.

Au premier rang figure le logement. Avec 18 millions d'habitants en 1980, l'Algérie doit construire, dans les cinq années qui viennent, cent mille logements par an et, dans les cinq années suivantes, deux cent mille. L'accélération nécessaire est considérable pour un pays dont le rythme actuel ne dépasse guère trente mille. Il n'est même pas sûr qu'elle soit suffisante au regard des perspectives démographiques : doublement de la population dans les vingt ans qui viennent !

Aujourd'hui, l'Algérien moyen est un adolescent. En faisant abstraction de la Casbah d'où l'on peut faire sortir une vingtaine de « moins de dix ans » de derrière chaque porte, on est frappé par la proportion de jeunes que l'on croise dans les rues.

Aucun d'eux n'a connu pour son pays d'autre situation que l'indépendance. Beaucoup viennent des campagnes, attirés par la grande ville et, en particulier, par le désir de posséder une automobile. C'est fou ce qu'il y a d'automobiles à Alger. Tout ce qui a quatre roues est déclaré bon pour le service et s'engueule à tous les carrefours avant de tenter vainement de s'en dégager à coups d'avertisseur. L'essence, il est vrai, n'est pas chère : 1,60 dynar (un peu moins de deux francs).

En revanche, les voitures le sont horriblement. J'ai visité un chantier de construction à bord d'une Renault 16 brinquebalante de 1974. Elle avait déjà parcouru plus de trois cent mille kilomètres, la plus grande partie dans le désert, du côté d'Hassi-Messaoud. La suspension n'était plus qu'un souvenir, les sièges défoncés, mais son propriétaire l'estimait encore à 40.000 dynars (45.000 F), soit un peu plus que le prix du neuf en France, du temps où Renault construisait encore des R.16.

L'Algérie n'a bien entendu pas de constructeur d'automobiles et même pas une chaîne de montage. Les marques françaises (Peugeot, Renault) y sont, de loin, les plus répandues, avec, désormais, des Volkswagen montées au Brés-

L'ACCORD MARSEILLE - ALGER

Voici le texte du communiqué commun signé par MM. Khalifa Belaïd et Gaston Defferre.

A l'issue de la visite effectuée à Alger du 1^{er} au 4 mars par la délégation de la ville de Marseille et de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, conduite par M. Gaston Defferre, député-maire de la ville de Marseille et président du Conseil régional, les deux parties, après échange de vues sur les questions d'intérêts communs, adoptent la déclaration suivante :

Le président du Conseil populaire de la ville d'Alger, le député-maire de la ville de Marseille et président du Conseil régional se félicitent des résultats encourageants de leurs contacts et réaffirment leur volonté commune d'entreprendre une coopération entre les deux villes.

- De son côté, la délégation de Marseille et la région enregistre avec satisfaction les progrès réalisés par la ville d'Alger au terme de la décennie écoulée,
 - Persuadés que les rapports qui unissent leurs villes sont inscrits dans la nature, l'histoire, la tradition,
 - Liés par la Méditerranée qui, loin de les séparer, rapproche leurs destins,
 - Respectueux de la souveraineté et de l'indépendance nationale de leurs deux pays,
 - Soucieux de participer à la paix et à la fraternité entre les peuples, **CONVIENNENT :**
 - D'établir des échanges d'information, d'expérience et de collaboration dans les domaines économique, social, culturel et technique ; les modalités pratiques seront définies ultérieurement.
- La ville d'Alger, la ville de Marseille et la région définiront, en fonction de leurs compétences respectives, les domaines les plus appropriés en vue d'une collaboration profitable et responsable.
- De constituer sous leur présidence un comité d'amitié et de collaboration, formé à parts égales de représentants des deux parties.
 - De se rencontrer régulièrement, soit à Alger, soit à Marseille, pour renforcer leurs relations et traiter de toutes questions d'intérêts communs.

Le président du Conseil populaire de la ville d'Alger.

Le député-maire de la ville de Marseille, président du Conseil régional Provence - Alpes - Côte d'Azur.

née ne nous sépare pas, elle nous réunit. Nous nous tendons la main par dessus ».

UNE VOLONTE POLITIQUE ET ECONOMIQUE

De quoi est-il donc question dans ce communiqué commun ? D'abord d'une volonté politique d'établir des échanges d'informations, d'expériences et de collaboration dans les domaines économique, social, culturel et technique. Le champ d'application est vaste. Il a été sommairement défini dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, de l'hydraulique, de l'agriculture et de l'aménagement du territoire.

amicales entre partenaires majeurs et indépendants. Ensuite, par les actions qu'il a conduites, au niveau régional, en mettant en œuvre une politique d'ouverture vers les pays méditerranéens ; au niveau local, en organisant, par exemple, le voyage annuel du souvenir qui a permis à des centaines de familles de rapatriés de se recueillir sur des tombes chères.

Ce désir, on peut dire que la délégation l'a retrouvé de l'autre côté de la mer commune. Il est apparu à chaque instant du voyage, l'accueil se faisant avec des fleurs et des sourires.

La télévision, l'agence Algérie Presse Service et le quotidien « El Moudjahid » ont as-

par Robert BONIFAY

sade comme on en voudrait beaucoup. Vraiment, lorsqu'arrive le couscous, le maire de Marseille et ceux qui ont traversé avec lui la Méditerranée ont tout lieu d'être satisfaits. Ils le sont, mais bientôt ils vont ressentir autre chose. Car le couscous est servi avec du miel.

Il y a un beau temps que, dans nos pays dévorés par le souci de l'efficacité, de la rentabilité, nous ne nous attachons plus à de tels détails culinaires : loup grillé ou baron d'agneau ? Quelle importance ! Pour les Algériens, il en va autrement. Le couscous au miel est un symbole. Servi à des étrangers, il est la marque suprême de l'amitié la plus fraternelle. Il surpasse toutes les paroles, tous les cadeaux. Voici dix-huit mois, exactement depuis la réception des Jeux africains en 1978, qu'il n'avait plus été offert à quiconque. Et pourtant, le Conseil populaire de la ville d'Alger reçoit beaucoup !

Elus ou chefs d'entreprise, les membres de la délégation marseillaise ont compris dès cet instant que leur mission a connu beaucoup plus qu'un succès banal et que les liens qui viennent d'être noués entre la Willaya d'Alger et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur seront durables et répondront à leurs vœux. C'est écrit.

La coopération en marche

III. Le présent et l'avenir ⁽¹⁾

A l'image des pays indépendants et en voie de développement, l'Algérie est ouverte à la coopération la plus large. Des Russes aux Américains en passant par les Anglais, les Hongrois et les Bulgares, de nombreuses nations ont sur place des équipes pluridisciplinaires de techniciens, d'ingénieurs et de professeurs. C'est sans doute dans la ville nouvelle de Boumerdès que l'on en rencontre le plus. Les Russes y sont en si grand nombre qu'une école a été spécialement créée pour leurs enfants. Les coopérants français bénéficient du même avantage. L'un d'eux était invité, avec sa jeune épouse, à la réception donnée à l'ambassade de France en l'honneur de la délégation de Marseille. Il affirmait que nous bénéficions encore dans le pays d'une cote de sympathie supérieure et il regrettait que, faute de moyens et surtout par manque d'un désir ardent, la France se laisse souvent supplanter par d'autres. Bien que Nancéien, il saluait la démarche entreprise par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et prédisait qu'elle ne pouvait qu'être couronnée de succès, attendu qu'elle répondait à un sentiment profond des Algériens beaucoup plus qu'à de simples besoins que d'autres peuvent satisfaire (1).

M. Gaston Defferre et tous ceux qui l'accompagnaient ont pu vérifier, tout au long de leur visite, qu'il en était bien ainsi. Ils ont vu qu'il suffisait de peu

par Robert BONIFAY

de choses, d'un geste amical, d'une poignée de main cordiale pour que des rapports très amicaux s'établissent.

Il faut dire aussi que la personnalité du maire de Marseille a pesé lourd. Pour les Africains en général, M. Gaston Defferre restera toujours le ministre de la loi-cadre qui porte son nom et qui a organisé la décolonisation. Pour les Algériens, il est le socialiste qui a pris maintes fois position contre la guerre et a demandé la paix par la négociation.

De plus, s'il pouvait exister un malentendu sur les intentions réelles des élus et des responsables professionnels, il a été levé au cours des nombreuses conversations qui se sont déroulées en groupe ou en particulier. Les membres de la délégation ne sont jamais apparus comme des donneurs de leçons, mais comme des hommes (et des femmes) qui avaient autant à apprendre qu'à enseigner. Quant à la forme précise sous laquelle la coopération pourrait se manifester, elle sera définie d'un commun accord en fonction des besoins et des possibilités offertes.

tions entre les pays méditerranéens. J'espère que nous avons trouvé le courant d'échanges que nous recherchons. Désormais, le Conseil populaire et la Willaya d'Alger sont compétents pour étudier toute forme de coopération ».

Les liens étaient donc noués. Le couscous au miel (1) devait en être le ciment.

A QUOI REVENT LES JEUNES ALGERIENNES ?

Un des dialogues les plus originaux de ces trois journées

franco-musulman de jeunes filles. L'Algérie indépendante lui a donné le nom d'une de ses héroïnes.

Edmonde Charles-Roux-Defferre avait projeté d'y faire une causerie sur l'influence de l'image sur l'écrit. Elle préféra finalement une conversation à bâtons rompus, estimant que la meilleure des choses était, assurément, de se connaître mieux.

L'écrivain avait persuadé Mme Claudine Durand de l'accompagner et cet échange d'idées entre d'une part des

D'abord s'instruire, pour comprendre, pour participer, pour pouvoir s'exprimer. Ensuite, avoir un métier agréable. Par exemple dans l'enseignement. A cause des vacances. Ces vacances qui, justement, permettent de vivre vraiment. Plus que l'argent, le bonheur est leur but.

Il est difficile de concilier vie professionnelle et vie de femme ? C'est parce qu'on ne sait pas s'organiser. Edmonde Charles-Roux-Defferre revient à son idée première : la télévision l'empêche-t-elle de lire ? Point du tout. Elles lisent Zola, Flaubert, Pearl Buck et Camus et les poètes. Quant à l'étrange lucarne, elles pourraient fort bien s'en passer. D'ailleurs, elles s'en passent : elles sont internes et il n'y a pas de T.V. dans l'établissement. En revanche, il y a des fleurs sur les tables.

Et la mode ? C'est à ce propos que l'ex-rédactrice en chef de « Vogue » sent monter comme une contestation. La mode, dit une jeune Algérienne, est née du système capitaliste et elle se nourrit de lui. Voyez les Chinois. Se préoccupent-ils de la mode ? Non, franchement, mieux vaut ne pas en parler.

La contestataire a son jeune buste moulé dans un joli chandail. Edmonde Charles-Roux-Defferre le remarque. « Bof, réplique l'étudiante, l'important est de trouver son style et de se moquer du reste ».

Il faut dire aussi que, comme pour la télévision dont on se passe lorsqu'on est à l'internat, les robes que l'on peut voir dans les magazines de mode ne se trouvent pas couramment dans les magasins d'Alger.

RAPPROCHER LES JEUNES

Un projet de jumelage va naître de cette rencontre dans un lycée. L'idée, cette fois, n'est pas française, elle est algérienne. Pourquoi, dit l'économe, ne nouerions-nous pas des contacts étroits avec un lycée de Marseille ? Nous pourrions recevoir ici de jeunes Marseillaises et envoyer à Marseille des élèves de notre établissement. La directrice du lycée Hassiba ben Bouali trouve l'idée formidable et Edmonde Charles-Roux-Defferre décide d'en parler dès son retour.

A l'heure du premier bilan, on ne peut que se réjouir des résultats de cette première ambassade officielle de Marseille, capitale de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, à Alger, capitale de l'Algérie. Une grande amitié, quelque peu en sommeil, a été ravivée. Une large coopération économique, souhaitée de part et d'autre mais qui souffrait de diplomaties nationales dans l'expectative, a été décidée. Enfin, ce qui pour l'avenir est plus encourageant encore. un



Les conversations professionnelles, il a été levé au cours des nombreuses conversations qui se sont déroulées en groupe ou en particulier. Les membres de la délégation ne sont jamais apparus comme des donneurs de leçons, mais comme des hommes (et des femmes) qui avaient autant à apprendre qu'à enseigner. Quant à la forme précise sous laquelle la coopération pourrait se manifester, elle sera définie d'un commun accord en fonction des besoins et des possibilités offertes.

A ce titre, deux déclarations apparaissent fondamentales. Une de M. Gaston Defferre : « Nous sommes venus ici pour démontrer qu'une collaboration est possible. Si nous réussissons, notre démarche peut être exemplaire. Forte de la façon dont elle a conquis son indépendance, l'Algérie, aujourd'hui, n'a aucun complexe. En revanche, elle a du mérite d'avoir de l'amitié pour nous ».

Une du walli d'Alger, M. El Ghazi : « Votre visite s'inscrit dans le cadre naturel des rela-



Les jeunes sont l'avenir de l'Algérie. A Alger, plus de 50 % de la population a moins de vingt ans.

algéroises fut peut-être celui qui s'instaura entre les deux femmes qui faisaient partie de la délégation et une centaine de jeunes filles, élèves du lycée Hassiba-ben-Bouali.

Cet établissement, construit dans les années cinquante, est un lycée-modèle d'Alger. Il s'appelait à l'origine lycée

élèves de terminale et d'autre part une femme P. D-G d'une entreprise de pointe (Intersub, Travaux de recherches sous-marines) et une femme de lettres ne manqua ni de chaleur ni de couleur.

A quoi rêvent les jeunes filles algériennes de 1980 ? Elles rêvent de réussir leur vie.

A l'heure du premier bilan, on ne peut que se réjouir des résultats de cette première ambassade officielle de Marseille, capitale de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, à Alger, capitale de l'Algérie. Une grande amitié, quelque peu en sommeil, a été ravivée. Une large coopération économique, souhaitée de part et d'autre mais qui souffrait de diplomaties nationales dans l'expectative, a été décidée. Enfin, ce qui pour l'avenir est plus encourageant encore, un rapprochement entre jeunes Français et Algériens est amorcé.

M. Gaston Defferre et les membres de la délégation savaient qu'ils seraient bien reçus, l'accueil qui leur a été réservé a dépassé leurs espérances. Il est prometteur pour l'avenir. Il reste à concrétiser ce qui a été amorcé c'est ce à quoi la délégation va maintenant s'employer.

FIN

(1). — Voir « Le Provençal » des 5 et 6 mars.



Ce n'est qu'un au-revoir entre M. Khelifa Belaid, président du Conseil municipal de la ville d'Alger, et M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur.